

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché 2025ACF005

**FOURNITURE, POSE ET MAINTENANCE DU MOBILIER URBAIN DE DEFENSE ANTI-
INTRUSION SUR LES CAMPUS DE L'UNIVERSITE DE LILLE**

PROCEDURE FORMALISEE / APPEL D'OFFRES OUVERT

*(En application des articles L2124-1, L 2124-2, R2124-1, R2124-2 (1°) et R2161-1 à R2161-5
du code de la commande publique)*

**ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE EXECUTE EN PARTIE PAR LA CONCLUSION DE
MARCHES SUBSEQUENTS ET EN PARTIE PAR L'EMISSION DE BONS DE COMMANDE**

SANS MINIMUM AVEC MAXIMUM

*(En application des articles L2125-1 (1°), R2162-1 à R2162-R2162-6, R2162-7 à R2162-12 et R2162-13 à R2162-14
du code de la commande publique)*

(Marché non alloti)

Le présent CCAP comporte 30 feuillets numérotés.

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1- Objet du marché	4
1.2- Forme et décomposition du marché	4
1.2.1- Lots	4
1.2.2- Tranches	4
1.3- Durée de validité de l'accord-cadre	4
1.4- Nature des prestations	5
1.5- Lieux d'exécution des prestations et équipements concernés	5
1.6- Prestations similaires	5
1.7- Recours aux marchés négociés	6
1.8- Clauses de réexamen	6
1.8.1- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	6
1.8.2- Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution	6
1.8.3 –Augmentation des prix unitaires	6
1.8.4 Clause de substitution de matériaux ou fournitures	7
1.8.5- Clause de suspension des délais et pénalités	8
1.8.6- Clause de substitution d'un indice/ index disparu prévu à l'article 7.2 du CCAP pour le calcul de la variation des prix	8
1.8.7- Application d'un indice/ index à un prix nouveau notifié par ordre de service à l'article 7.2 du CCAP pour le calcul de la variation des prix	9
1.8.8- Modification du périmètre du marché	9
1.8.9- Clause relative à la répartition des prestations et paiements entre cotraitants en cas de groupement titulaire	9
1.9- Obligation de confidentialité, protection des données à caractère personnel et mesures de sécurité	10
1.9.1- Obligation de confidentialité	10
1.9.2- Protection des données à caractère personnel	10
1.10- Clause de dérogation au principe d'exclusivité de passation du titulaire du marché	10
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	11
2.1- Pièces particulières	11
2.1.1- Les pièces constitutives de l'accord-cadre	11
2.1.2- Les pièces constitutives des marchés subséquents	11
2.1.3- Les pièces constitutives des bons de commande	11
2.2- Pièces générales	11
2.3- Pièces à délivrer au titulaire	12
Article 3. CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	12
3.1- Détails des pièces des marchés subséquents	12
3.1.1- Le contenu du DCE (liste non limitative)	12
3.1.2- Le contenu des offres des marchés subséquents :	12
3.2- Le déroulement de la consultation	13
ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION	13
4.1- Programme d'exécution du marché	14
4.1.1. Exécution des prestations de fourniture et travaux de pose du mobilier urbain de défense	14
4.1.2. Exécution des prestations de maintenance (préventive et corrective) par bons de commande	14
4.1.3- Horaires d'intervention	14
4.1.4- Documentation technique	14
4.2- Exécution des prestations de maintenance préventive	14
4.2.1- Programme d'exécution de la maintenance préventive	14
4.2.2- Planning annuel	14
4.2.3- Rapport d'intervention	15
4.3- Exécution des prestations de maintenance corrective	15
4.3.1- Délai d'intervention	15
4.3.2- Signalement, consignation, analyse	15
4.3.3- Amélioration des installations	15
4.4- Exécution des prestations de fourniture et de pose de mobilier urbain	15
4.4.1- Période de préparation	16
4.5- Constatation de l'exécution des prestations	16
ARTICLE 5. CONDITIONS D'INTERVENTION	16
5.1- Personnel du titulaire	16

5.1.1- Représentant du titulaire	16
5.1.2- Tenue du personnel	16
5.1.3- Législation sociale et protection des travailleurs	16
5.2- Responsabilités et Assurance.....	17
5.3- Plan de prévention.....	17
5.4- Documents techniques.....	17
ARTICLE 6. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE.....	17
6.1- Connaissance des lieux et des installations.....	18
6.1.1 Adjonction de sites / remplacement.....	18
6.1.2 Retrait de sites, de bâtiments ou d'équipements	18
ARTICLE 7. PRIX- REGLEMENT DES COMPTES.....	18
7.1- Nature et contenu des prix.....	18
7.2- Variation des prix	18
7.2.1- Variation des prix de l'accord-cadre	18
7.2.2- Variation des prix d'un marché subséquent.....	20
7.3- Clause butoir.....	21
7.4- Règlement des comptes	21
7.4.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	21
7.4.2- Contenu et règles d'envoi des factures.....	21
7.4.3- Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire	22
7.5- Paiement des co-traitants et des sous-traitants.....	22
7.5.1- Désignation de sous-traitant(s) en cours d'exécution du marché.....	22
7.5.2- Modalités de paiement direct par virements	23
7.5.3- Co-traitance	23
7.5.4- Rémunération des co-traitants.....	23
ARTICLE 8. PENALITES.....	23
8.1- Pénalités spécifiques au marché.....	25
8.2 Autres pénalités.....	26
8.2.1 Pénalités pour travail dissimulé.....	26
8.2.2 Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.....	26
8.2.3 Pénalités pour non-respect de la réglementation RGPD	26
8.3- Application des pénalités	26
8.4 Plafond des pénalités	26
8.5- Cumul de pénalités.....	26
ARTICLE 9. CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	27
9.1- Nantissement du marché.....	27
9.2- Cautonnement	27
9.3- Retenue de garantie	27
9.4- Avance.....	27
ARTICLE 10. CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE.....	28
ARTICLE 11. RESILIATION.....	28
11.1- Résiliation pour défaut de réponse à une consultation de marché subséquent	28
11.2- Résiliation aux torts du titulaire.....	28
11.3- Résiliation unilatérale du fait de l'Université	28
11.4- Exécution aux frais et risques	29
ARTICLE 12. LITIGES ET DIFFERENDS.....	29
ARTICLE 13. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	30

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1- Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) s'appliquent **aux prestations de fourniture, pose et maintenance de mobilier urbain de défense système anti-intrusion sur les sites du campus de l'Université de Lille.**

Les sites dont tout particulièrement le campus de la cité scientifique à Villeneuve d'Ascq, font face à des occupations non autorisées.

L'entrepreneur est soumis à une obligation de résultat pour la part maintenance.

Les prestations de fourniture et de pose du mobilier urbain seront réalisées par le biais de marchés subséquents et les prestations de maintenance préventive et corrective seront exécutées par l'émission de bons de commande au fur et à mesure de l'apparition des besoins.

Les installations existantes et les mobiliers urbains de défense (MUD) à installer sont indiquées dans le CCTP de l'accord-cadre.

1.2- Forme et décomposition du marché

Appel d'offres ouvert au sens des articles L2124-1, L 2124-2, R2124-1, R2124-2 (1°) et R2161-1 à R2161-5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande au sens des articles L2125-1 (1°), R2162-1 à R2162-6, R2162-7 à R2162-12 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est conclu pour la durée totale du marché :

- sans montant minimum
- avec un montant maximum de 30 000 000 € HT

1.2.1- Lots

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer le présent marché conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique.

1.2.2- Tranches

Le présent accord-cadre n'est pas découpé en tranches.

1.3- Durée de validité de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour **une durée initiale d'un an à compter de la date de sa notification**. Il pourra ensuite être renouvelé trois fois par tacite reconduction pour une période d'un an.

La date prévisionnelle de notification du marché est le 20/10/2025.

Le marché ne pourra excéder quatre (4) années. Le titulaire ne pourra s'opposer au renouvellement.

La non-reconduction de l'accord-cadre à l'issue de la période initiale d'un an ou de l'une des trois périodes suivantes à la seule initiative du Maître d'ouvrage devra faire l'objet d'une notification transmise par voie dématérialisée via la plateforme des achats de l'État (PLACE) en respectant un délai de préavis de 3 mois avant la date d'échéance de chaque terme. En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de notifier des commandes avant le terme de l'accord-cadre dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la date de fin de marché. La durée d'exécution de ces bons de commande et de ces marchés subséquents ne devra pas excéder 6 mois pour les prestations de maintenance préventive et curative et 8 mois pour les prestations de fourniture (justifiés par les délais de fabrication longs) et pose de MUD notifiées par marché subséquent par rapport à la date de fin de l'accord-cadre.

1.4- Nature des prestations

Le marché comprend les prestations suivantes :

- Fourniture et pose du mobilier urbain : le descriptif des prestations à réaliser et des installations sera détaillé dans le cahier des clauses techniques particulières de chaque marché subséquent.
- Maintenance préventive : prestation forfaitaire destinée à assurer l'entretien et la maintenance corrective du mobilier corrective notifiées par bons de commande à la suite de la survenance de désordre(s) ou de sinistre(s) et limitées aux prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre (cf bordereau de prix unitaires).
- Maintenance curative : prestations ponctuelles de maintenance corrective notifiées par bons de commande à la suite de la survenance de désordre(s) ou de sinistre(s) et limitées aux prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre (cf bordereau de prix unitaires).

1.5- Lieux d'exécution des prestations et équipements concernés

Les prestations seront exécutées sur tous les sites de l'Université et principalement sur le site de la cité scientifique. La liste des sites est annexée au CCTP de l'accord-cadre.

1.6- Prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, l'Université se réserve le droit de recourir à des prestations similaires ne figurant pas dans le marché initial mais devenus nécessaires à la suite d'une circonstance imprévue ou pour des prestations identiques à celles du marché en cours à exécuter par le même titulaire.

Pour les bons de commande

Il est prévu la possibilité de passer un ou plusieurs marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique précité dans les conditions suivantes :

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

Pour chaque marché de prestations similaires au marché initial, le titulaire s'engage à respecter à minima les prix concernés du marché initial, sauf justifications dûment apportées et librement acceptées par le pouvoir adjudicateur. En cas de refus du pouvoir adjudicateur d'accepter un quelconque dépassement des prix concernés, le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de ce refus pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations que ce soit dans le cadre du marché initial ou du marché de prestations similaires.

Pour les marchés subséquents

Il est prévu la possibilité de passer un ou plusieurs marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique que ce soit pour l'accord-cadre ou un marché subséquent dans les conditions suivantes :

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du marché initial (accord-cadre ou marché subséquent concerné).

Pour chaque marché de prestations similaires :

- à l'accord-cadre, le titulaire s'engage à respecter à minima les prix plafonds concernés de l'accord-cadre initial, sauf justifications dûment apportées et librement acceptées par le pouvoir adjudicateur .
- à un marché subséquent, le titulaire s'engage à respecter à minima le montant des prix concernés du marché subséquent initial, sauf justifications dûment apportées et librement acceptées par le pouvoir adjudicateur.

En cas de refus du pouvoir adjudicateur d'accepter un quelconque dépassement des prix concernés, le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de ce refus pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations que ce soit dans le cadre du marché initial (accord-cadre ou marché subséquent) ou du marché de prestations similaires.

1.7- Recours aux marchés négociés

En application de l'article R.2122-2 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, l'Université se réserve le droit de recourir aux marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalable.

1.8- Clauses de réexamen

En complément des clauses qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du présent marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

1.8.1- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

1.8.2- Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

1.8.3 –Augmentation des prix unitaires

Les dispositions suivantes s'appliquent pour l'accord-cadre mais également pour tous les marchés subséquents.

En cas d'augmentation des coûts résultant de circonstances extérieures aux parties et conduisant le titulaire à exposer pour l'exécution du présent marché des sommes représentant plus de quinze (15) % du prix stipulé au bordereau des prix et/ou au bordereau de prix plafonds et révisé conformément à l'article 6.2 du présent CCAP, en application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, les parties pourront décider de modifier les prix du marché dans les conditions définies ci-après, étant précisé que la présente clause s'applique par prix du bordereau des prix et/ ou au bordereau de prix plafonds.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision du pouvoir adjudicateur mais est initiée par le seul titulaire.

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justifiant le dépassement du seuil précisé au deuxième alinéa du présent article. A cet effet, il produit toutes les pièces justificatives permettant de démontrer l'existence de ce dépassement et de justifier de ses causes (notamment les courriers des fabricants ou fournisseurs, factures d'achats datés, attestations comptables, évolution des cours mondiaux...).

A la suite de la réception de cette demande et sous réserve de sa complétude, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision dans un délai de trente jours. S'il entend mettre en oeuvre la présente clause, il notifie dans ce délai au titulaire un ou plusieurs prix nouveau(x) permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts.

En tout état de cause, ce(s) prix nouveau(x) n'excèdera(ont) pas le montant calculé comme suit :

Prix initial révisé € HT + (Prix initial révisé € HT x pourcentage d'augmentation constaté x 70%)

Le titulaire dispose alors d'un délai de quinze jours suivant la notification du(es) prix nouveau(x) pour l'(es) accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté le(s) prix nouveau(x) fixé(s) par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'acceptation, le(s) prix nouveau(x) s'applique(nt) en lieu et place du(es) prix du bordereau des prix et/ou du bordereau de prix plafonds. En cas de refus, le(s) prix initial(ux) demeure(nt) applicable(s).

L'ensemble des prix nouveaux ainsi notifiés pourra être modifié par le pouvoir adjudicateur en cas de baisse des coûts au cours de l'exécution du marché et sans l'accord préalable du titulaire si ce dernier ne justifie pas du maintien de la hausse des prix à première demande du pouvoir adjudicateur selon le formalisme précité.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

1.8.4- Clause de substitution de matériaux ou fournitures

Les dispositions suivantes s'appliquent pour l'accord-cadre mais également pour tous les marchés subséquents.

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement de l'un des matériaux (ou fournitures) prévu au marché pour des raisons extérieures au titulaire, ce dernier sera autorisé à y substituer un nouveau matériau (ou fourniture) dans les conditions définies ci-après.

La mise en oeuvre de la présente clause relève de la seule décision du pouvoir adjudicateur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au deuxième alinéa, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justificatif exposant a minima :

- Les causes faisant obstacle à l'approvisionnement du matériau susvisé et les justificatifs nécessaires. Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve de ce que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans des délais et notamment, qu'il a procédé à cette commande dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.
- Le ou le(s) matériau(x) de substitution proposé(s).
- La conformité du (ou des) matériau(x) proposé(s) avec les conditions fixées par le marché et notamment avec les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Le titulaire fournit des pièces permettant de justifier des surcoûts liés à la mise en oeuvre du ou des matériaux de substitution.

A la suite de la réception de cette demande, sous réserve de sa complétude, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de trente jours pour notifier sa décision au titulaire. Lorsqu'il décide de faire droit à cette demande, en cas de pluralité de matériau(x) ou fournitures proposé(s), le pouvoir adjudicateur précise le matériau ou les fournitures dont l'emploi est autorisé en lieu et place des conditions fixées par le marché.

Les prix correspondants ne sont modifiés que si la décision précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Dans les marchés subséquents, ces prix seront établis et notifiés par OS puis par avenant en dernier lieu ou directement par avenant. L'OS sera notifié dans les 15 jours suivant la décision du pouvoir adjudicateur.

En cas de refus de faire droit à cette demande, la décision du pouvoir adjudicateur s'impose au titulaire qui devra respecter les conditions fixées au marché.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

1.8.5- Clause de suspension des délais et pénalités

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions définies ci-après.

La mise en oeuvre de la présente clause relève de la seule décision du pouvoir adjudicateur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée. A la suite de la réception de cette demande, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation accordée sera notifiée au titulaire. Le ou les délai(s) ainsi prolongé(s) a (ont) les mêmes effets que le(s) délai(s) contractuel(s). Cette décision n'ouvre pas à droit à indemnité pour le titulaire. A défaut, en cas de refus de faire droit à cette demande, la décision du pouvoir adjudicateur s'impose au titulaire qui devra se conformer au(x) délai(s) contractuel(s) sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

1.8.6- Clause de substitution d'un indice/ index disparu prévu à l'article 7.2 du CCAP pour le calcul de la variation des prix

Les dispositions suivantes s'appliquent pour l'accord-cadre mais également pour tous les marchés subséquents.

En cas de disparition en cours d'exécution du présent marché d'un indice/index référencé pour le calcul de la variation des prix à l'article 7.2 du CCAP, le titulaire s'engage à notifier sans délai cette situation au pouvoir adjudicateur, en fournissant toutes les informations pertinentes et disponibles concernant cette disparition.

Suite à cette notification, les parties se réuniront dans un délai de 30 jours maximum pour examiner de bonne foi les alternatives possibles et convenir d'un nouvel index/indice de substitution qui reflète au mieux les variations économiques affectant le coût des prestations objet du marché.

Le nouvel index/ indice de substitution sera choisi en tenant compte de sa pertinence par rapport à l'objet du marché, de sa reconnaissance officielle et de sa régularité de publication.

Les parties s'efforceront de sélectionner un index/indice qui assure une équivalence économique avec l'index/indice disparu, afin de maintenir l'équilibre financier du contrat.

Une fois le nouvel index/ indice de substitution convenu, les modalités de son application pour le calcul de la variation des prix seront formalisées par un avenant au marché.

Cet avenant précisera la date d'effet du nouvel index/indice, ainsi que toute modification nécessaire des formules de révision des prix initialement prévues.

En attendant la formalisation du changement d'index/indice par avenant, les parties conviennent que la variation des prix sera temporairement suspendue. Une régularisation sera effectuée rétroactivement une fois le nouvel index/indice appliqué si cela est prévu explicitement par l'avenant.

Les dispositions précitées s'appliquent également dans les cas suivants :

- Lorsque plusieurs séries utilisées pour l'indexation/indice correspondantes sont proposées, le choix de la série correspondante devra faire l'objet d'un avenant, sauf si en raison de l'objet même du marché, l'index/indice nouveau s'impose à l'évidence et dans la mesure où le libellé de l'indice/index (notamment son numéro de référence) n'est pas substantiellement modifié.
- Si l'objet du marché justifie l'utilisation de plus d'un index/indice dans la nouvelle série par rapport à la série ancienne.

Les dispositions précitées ne s'appliqueront pas dans les cas suivants :

- Prolongation d'une ancienne série d'indice/index par une nouvelle série correspondante et un coefficient de raccordement publiés quand la série correspondante est unique : l'information du comptable suffira,
- Changement de base de l'indice/index concerné.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

1.8.7- Application d'un indice/ index à un prix nouveau notifié par ordre de service à l'article 7.2 du CCAP pour le calcul de la variation des prix

Les dispositions suivantes s'appliquent pour l'accord-cadre mais également pour tous les marchés subséquents. En cas d'absence d'un indice/index référencé pour le calcul de la variation d'un prix nouveau notifié par ordre de service et n'apparaissant pas à l'article 7.2 du présent CCAP, et sauf s'il est indiqué dans l'ordre de service que le prix concerné n'est pas soumis à variation de prix (prix fermes, non actualisables et non révisables), le titulaire s'engage à notifier sous quinze jours cette situation au pouvoir adjudicateur, en fournissant toutes les informations pertinentes et disponibles concernant cette absence et l'indice/index proposé.

Suite à cette notification, les parties se réuniront dans un délai de 30 jours maximum pour convenir d'un index/indice qui reflète au mieux les variations économiques affectant le coût des prestations concernées par le prix.

Cet index/ indice sera choisi en tenant compte de sa pertinence par rapport à l'objet du marché, de sa reconnaissance officielle et de sa régularité de publication.

Les parties s'efforceront de sélectionner un index/indice le plus adapté possible afin de maintenir l'équilibre financier du contrat.

Une fois l'index/ indice convenu, et si cela s'avère nécessaire, les modalités de son application pour le calcul de la variation du prix concerné seront formalisées par un avenant au marché.

En attendant l'intégration dudit index/indice par avenant, les parties conviennent que la variation du prix concerné sera temporairement suspendue. Une régularisation sera effectuée rétroactivement une fois le nouvel index/indice appliqué si cela est prévu explicitement par l'avenant.

Passé les délais précités, et sauf si le prix nouveau concerné n'est pas soumis à variation de prix (prix fermes, non actualisables et non révisables), les index suivants s'appliquent d'office :

Pour les bons de commandes :

- G24A (*l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Produits de la sidérurgie et de la première transformation de l'acier - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764323*)
- FSD1 (*Frais et services divers – modèle de référence n°1 base juillet 2004*).

Pour les marchés subséquents :

- TP02(*Index Travaux Publics - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - base 2010*)
- G24A (*indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Produits de la sidérurgie et de la première transformation de l'acier - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764323*)

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

1.8.8- Modification du périmètre du marché

Dans les cas d'intégration de nouveaux sites issus des campus de l'Université de Lille, l'intégration d'un site non listé dans les pièces contractuelles pourra être réalisé grâce à la présente clause de réexamen. La formulation de cette intégration se fera dans un marché subséquent à réaliser avec toutes ses caractéristiques.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

1.8.9- Clause relative à la répartition des prestations et paiements entre cotraitants en cas de groupement titulaire

La présente clause de réexamen a pour objet de définir les modalités de modification de la répartition des prestations et des paiements entre les cotraitants d'un groupement titulaire en cours d'exécution du marché, par ordre de service émis par le pouvoir adjudicateur ou, à défaut, par avenant.

La modification de la répartition des prestations et des paiements entre les cotraitants peut être envisagée en cas de défaillance d'un cotraitant, réorganisation interne du groupement, optimisation des ressources et des compétences des cotraitants et toute autre raison jugée pertinente par les parties.

La demande de réexamen devra être initiée par le mandataire du groupement. La demande doit être transmise par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

La demande de réexamen doit inclure :

- Les motifs justifiant la modification.
- La nouvelle répartition des prestations entre les cotraitants.
- La nouvelle répartition des paiements correspondants.
- Les justificatifs techniques et financiers nécessaires à l'instruction de la demande.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la demande pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord exprès n'est intervenu dans ce délai, la position de refus du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut.

En cas d'accord entre les parties, la modification de la répartition des prestations et des paiements pourra être formalisée par un ordre de service émis par le pouvoir adjudicateur, ou à défaut par avenant qui précisera :

- La nouvelle organisation du groupement.
- La nouvelle répartition des prestations.
- La nouvelle répartition des paiements.

En cas d'impact sur le(s) délai(s) du marché de ladite modification de la répartition des prestations et des paiements, un avenant sera obligatoire.

En l'absence d'accord entre les parties dans un délai de 45 jours suivant la demande de réexamen, le groupement titulaire s'engage à poursuivre sans réserve ni réclamation l'exécution du marché dans les conditions prévues avant la demande réexamen afin de garantir la continuité de l'exécution du marché. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché pour motif d'intérêt général.

Les parties s'engagent à fournir tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande de réexamen. Le pouvoir adjudicateur peut procéder à un contrôle des informations données par le titulaire. À cet effet, le titulaire doit permettre l'accès aux documents et informations nécessaires à la vérification de la demande, y compris les audits financiers et techniques, dans un délai de 15 jours suivant la demande du pouvoir adjudicateur. En cas de non-conformité des informations fournies, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter la demande de réexamen et de prendre les mesures appropriées.

La formalisation se fait par OS ou par avenant.

Les dispositions précitées s'appliquent pour l'accord-cadre mais également pour tous les marchés subséquents.

1.9- Obligation de confidentialité, protection des données à caractère personnel et mesures de sécurité

1.9.1- Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

1.9.2- Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

1.10- Clause de dérogation au principe d'exclusivité de passation du titulaire du marché

Si les termes de l'accord-cadre ou de l'offre présentée lors d'une consultation effectuée en application de celui-ci, ne sont pas adaptés à la parfaite satisfaction des besoins du pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve la faculté de déroger ponctuellement au principe d'exclusivité de passation des marchés subséquents et des bons de commande avec le titulaire de l'accord-cadre en s'adressant à un ou des prestataires autres que le titulaire précité dans le respect de la réglementation relative aux marchés publics et des règles de passation des marchés publics de l'Université de Lille.

Le recours à cette dérogation n'interdit pas au titulaire de l'accord-cadre de postuler à l'attribution des marchés publics correspondant aux commandes effectuées hors accord-cadre.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1- Pièces particulières

2.1.1- Les pièces constitutives de l'accord-cadre

1. L'acte d'engagement (ATTRI1),
2. Le bordereau de prix unitaire (BPU A MUD maintenance) et le bordereau de prix plafonds unitaires (BPPU B MUD équipements et travaux) et leur mise au point éventuelle qui aura valeur contractuelle,
3. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre,
4. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre et ses annexes,
5. L'offre technique du titulaire, fournie à l'appui de l'offre rendue contractuelle après mise au point ou compléments éventuels sans les aspects non contradictoires.

Seuls l'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître d'ouvrage font seuls foi,

2.1.2- Les pièces constitutives des marchés subséquents

1. L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes financières,
2. Le BPU du marché subséquent en cas d'un marché subséquent prenant la forme d'un accord-cadre à bon de commande,
3. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), applicable aux marchés subséquents et prestations sur bons de commande dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître d'ouvrage fera seul foi,
4. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché subséquent et ses annexes,
5. L'offre technique remise pour chaque marché subséquent (note méthodologique, et toutes pièces supplémentaires présentées par le candidat).

Seuls l'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP du marché subséquent dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître d'ouvrage font seuls foi,

2.1.3- Les pièces constitutives des bons de commande

1. Le bon de commande,
2. La note méthodologique et pièces supplémentaires éventuelles présentées par le candidat.

2.2- Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier du mois d'établissement des prix et notamment :

- Le cahier des clauses administratives générales fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations objet du marché ,
- Le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public,
- L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,
- Les règlements, normes, Avis Techniques en vigueur ayant trait à l'objet de l'accord cadre.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Tous les documents en vigueur à la date de remise de la candidature sont réputés connus de l'entrepreneur.
En cas de discordance entre ces différents documents, celui de la date la plus récente fera foi.

Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.

2.3- Pièces à délivrer au titulaire

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant du marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

Article 3. CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents pourront prendre diverses formes qui seront définies lors de l'établissement de ces derniers (marché subséquent ou marché subséquent prenant la forme d'un accord-cadre à bons de commande).

Les marchés subséquents sont émis pendant toute la période de validité de l'accord-cadre, à la survenance du besoin.

3.1- Détails des pièces des marchés subséquents

3.1.1- Le contenu du DCE (liste non limitative)

- La lettre de consultation
- L'ATTRI1 (acte d'engagement)
- DPGF (décomposition du prix global et forfaitaire)
- Le bordereau de prix unitaire (BPU) du marché subséquent en cas d'un marché subséquent prenant la forme d'un accord-cadre à bon de commande
- Descriptif technique du marché subséquent et ses éventuelles annexes
- Le PV de visite (si la visite des lieux est nécessaire pour le chiffrage de la prestation.)

3.1.2- Le contenu des offres des marchés subséquents :

- a) Le PV de visite signé (si une visite est jugée nécessaire dans la lettre de consultation)
- b) L'ATTRI1 complété et signé
- c) DPGF complétée
- d) Le BPU du marché subséquent en cas d'un marché subséquent prenant la forme d'un accord-cadre à bon de commande complétée
- e) Le descriptif technique du marché subséquent signé et accepté sans modification
- f) Un mémoire technique précisant le descriptif détaillé des matériaux et caractéristiques défensives, la note de calcul, les modalités d'exécution, les branchements et raccordement, la technologie, les plans, les consignes de maintenance et toute information utile.

3.2- Le déroulement de la consultation

Le titulaire doit déposer une offre à chaque consultation dans les conditions suivantes.

Le candidat sera sollicité sur la base d'un dossier qui lui sera communiqué.

Etant entendu que les dispositions de l'accord-cadre restent applicables dans leur intégralité et pour toute sa durée.

La consultation sera effectuée via la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur et précisera toutes les modalités nécessaires pour pouvoir y répondre. Le titulaire disposera d'un délai raisonnable pour présenter chacune de ses offres (la date d'envoi du mail ou de la mise en ligne sur la plateforme de dématérialisation faisant foi).

Pour chaque marché subséquent, les prestations seront réglées par l'application de prix unitaires et/ou forfaitaires, aux quantités réellement exécutées.

Les prix utilisés dans le Bordereau des Prix (BP) ou la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du marché subséquent concerné ne pourront pas être supérieurs aux prix plafonds remis lors de la consultation pour l'accord-cadre lorsque ces prix existent (aux révisions près éventuelles – cf. article 7.2.1 ci-après).

Lorsqu'un prix du marché subséquent issu du Bordereau des Prix Plafonds de l'accord-cadre :

- ne respecte pas le prix plafond concerné (variation de prix comprise),
- ou n'est pas renseigné ,
- ou indique une valeur égale à 0 €,

le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer le prix plafond du bordereau des prix plafonds de l'accord-cadre pour les prix concernés, ce que chaque titulaire accepte sans réserve ni réclamation. A défaut, l'offre du candidat concerné sera jugée irrégulière et ne pourra être analysée.

Le titulaire de l'accord-cadre doit justifier par écrit, en cas d'absence de réponse, de son impossibilité de répondre.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire des offres régulières, acceptables et appropriées lorsqu'il sera sollicité pour les marchés subséquents.

Les marchés subséquents ne feront pas l'objet de négociation.

Dans le cas où l'offre ne respecte pas les conditions techniques et financières du marché (accord-cadre et marché subséquent), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déroger à l'exclusivité du titulaire conformément à l'article 1.10 du présent CCAP.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION

** Protection des installations*

L'une des missions du titulaire étant de maintenir les installations existantes en bon état de fonctionnement, les dégâts occasionnés aux installations ou les interruptions de service qui peuvent résulter de sa faute sont réparées par lui-même et à ses propres frais, quel qu'en soit l'endroit, même s'il s'agit de canalisations en sous-sol, enterrées ou noyées dans les murs ou planchers. Il assure à ses frais la remise en service de l'exploitation après réparations.

À défaut d'exécution rapide de ces réparations et après demande restée sans effet, le maître d'ouvrage peut, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, les faire exécuter aux frais du titulaire par tous les moyens qu'il juge bon.

Le titulaire signale par écrit au maître d'ouvrage les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles sur les équipements ne faisant pas partie du présent contrat et nuisibles à la réalisation de ce dernier et cela dès qu'il peut les déceler en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention du maître d'ouvrage et les travaux nécessaires à leur prévention.

4.1- Programme d'exécution du marché

4.1.1. Exécution des prestations de fourniture et travaux de pose du mobilier urbain de défense

Elles seront réalisées par la conclusion de marchés subséquents. Les modalités d'exécution seront précisées à chaque marché subséquent.

4.1.2. Exécution des prestations de maintenance (préventive et corrective) par bons de commande

Les prestations de maintenance préventive et correctrice seront exécutées par l'émission des bons de commande au fur et à mesure de l'apparition des besoins.

Chaque demande de prestation(s) préventive(s), curative(s) chiffrée sur devis conformément aux éléments définis dans le bordereau de prix unitaire (BPU) se traduira par l'établissement d'un bon de commande émis par chaque responsable de site accompagné de :

- ✓ Le numéro du bon de commande (commençant par 45...) et sa date ;
- ✓ Le numéro du marché (2025ACF005) ;
- ✓ La désignation de la ou les prestation(s) le cas échéant ;
- ✓ La (les) quantité(s) commandée(s) ;
- ✓ Le(s) prix unitaire(s) ;
- ✓ Le montant du bon de commande HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- ✓ La période d'exécution des prestations ;
- ✓ Le(s) lieu(x) d'exécution ;
- ✓ Toutes mentions et précisions utiles.

Par dérogation à l'article 3.2 du CCAG-FCS, les bons de commande peuvent être adressés pendant les jours et heures ouvrés, du lundi au vendredi, par courrier électronique. Le titulaire doit accuser réception dans le délai maximum de 24 heures par mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception. L'accusé de réception électronique de l'Université de Lille fait foi en cas de contestation.

4.1.3- Horaires d'intervention

La période d'intervention est fixée de 08h00 à 17h00 les jours ouvrés (du lundi au vendredi hors jour férié).

Dans l'exécution de ses prestations, le titulaire doit tout mettre en œuvre pour limiter la gêne, maintenir la sécurité et un confort acceptable pour les riverains.

4.1.4- Documentation technique

Conformément au CCTP.

4.2- Exécution des prestations de maintenance préventive

4.2.1- Programme d'exécution de la maintenance préventive

Le titulaire respectera l'organisation (fréquences, durée, délais...) qu'il aura notamment précisée dans son offre technique et basée sur les dispositions prévues dans l'article 5 du cahier des clauses techniques particulières.

4.2.2- Planning annuel

En accord avec le campus, le prestataire fournira le planning détaillé d'exécution des opérations de maintenance préventive.

4.2.3- Rapport d'intervention

A chaque visite de maintenance préventive, le titulaire établira un rapport d'examen général faisant état des opérations effectuées au cours de sa mission dans les conditions prévues à l'article 6 du CCTP.

4.3- Exécution des prestations de maintenance corrective

4.3.1- Délai d'intervention

En cas de panne, l'entrepreneur intervient au plus tard dans les 24h ouvrées pour remettre en service l'équipement.

Dans le cas d'impossibilité, le titulaire met immédiatement à disposition pour la période d'indisponibilité des matériels ou sous-ensembles de remplacement.

4.3.2- Signalement, consignation, analyse

Le Titulaire signalera par écrit au pouvoir adjudicateur des incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles sur les équipements ne faisant pas partie du présent contrat et nuisibles à la réalisation de ce dernier et cela dès qu'il peut les déceler en indiquant les conséquences que pourraient entraîner une non-intervention. Il indiquera le cas échéant les travaux nécessaires à leur prévention.

4.3.3- Amélioration des installations

Afin d'améliorer l'état général des installations, le titulaire est chargé d'un devoir de conseil qui peut être suivi de travaux destinés à améliorer les caractéristiques techniques des matériels et installations.

Sont susceptibles d'être remplacées au titre de l'amélioration des installations les pièces de structure, qui sont celles dont la dégradation ou défaillance est peu probable.

Il est entendu que :

- Toute pièce remplacée est neuve sauf accord entre les parties,
- Les composants ayant fait l'objet d'une homologation sont remplacés par des composants homologués compatibles,
- Les caractéristiques techniques des pièces de rechange sont celles préconisées par le constructeur.

Toute intervention de ce type devra être soumise à la réalisation par le titulaire d'un devis détaillé, indiquant le coût des pièces nécessaires, les coûts de main d'œuvre, accepté par le pouvoir adjudicateur sous forme de bon de commande qui sera renvoyé par télécopie au titulaire.

- Les coûts de main d'œuvre sont ceux qui sont indiqués au BPU ;
- Pour les coûts des pièces, il est fait usage des tarifs fabricants ou fournisseurs, auquel est appliqué le coefficient contractuel qui couvre les coûts d'approvisionnement et la garantie de ces pièces.

Le devis devra comporter l'avis technique du titulaire sur l'état du matériel et l'utilité de la réparation. Doivent être indiquées les conséquences que pourrait entraîner une décision négative du représentant de l'administration. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à un devis, si elle juge son montant trop élevé par rapport à la valeur vénale du matériel, par exemple.

4.4- Exécution des prestations de fourniture et de pose de mobilier urbain

Conformément à l'article 2.7 du CCTP, le titulaire aura à sa charge toutes les demandes d'autorisations/déclarations préalables pour les travaux de pose du mobilier urbain.

4.4.1- Période de préparation

La période de préparation, si elle est prévue dans le marché subséquent, court dès la réception de l'ordre de service de démarrage.

Elle comprend notamment :

- l'état des lieux des ouvrages existants,
- la prise de cotes exactes,
- l'approvisionnement en matériaux,
- les déclarations préalables, ...

4.5- Constatation de l'exécution des prestations

La constatation de l'exécution des prestations par le titulaire répondent aux exigences des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'INTERVENTION

5.1- Personnel du titulaire

5.1.1- Représentant du titulaire

Pour les relations contractuelles, le représentant du titulaire habilité à engager la société est le signataire du marché. Par ailleurs, l'entrepreneur désignera les personnes chargées de le représenter sur le chantier, à qui il délèguera tous pouvoirs pour :

- Prendre les décisions d'ordre technique,
- Assurer la surveillance du personnel, du matériel et de l'exécution des prestations,
- Assister aux réunions éventuelles et assurer la coordination des travaux.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger le remplacement d'un conducteur de travaux ou d'un chef de chantier (ou toute autre personne, dont le manque de compétence, de respect ou de sérieux lui paraîtrait susceptible de perturber l'avancement ou la qualité des travaux).

5.1.2- Tenue du personnel

Le titulaire dote son personnel d'exécution d'un vêtement de travail correct et adapté à sa fonction conforme à la réglementation en vigueur et ce sans que le maître d'ouvrage puisse en être inquiété.

Chaque employé intervenant est clairement identifiable avec notamment le nom de sa société.

5.1.3- Législation sociale et protection des travailleurs

** Législation sociale*

Le titulaire affirme respecter et appliquer, à l'égard de son personnel, la réglementation du travail telle qu'elle résulte des dispositions du Code du Travail et de celles des lois et règlements qui le complètent ou le compléteront, et des conventions collectives applicables.

Il s'engage à faire également le nécessaire, tant que durera ce contrat, pour que soit respectée cette réglementation.

** Protection des travailleurs : Plan de prévention*

Le titulaire devra fournir au Maître d'ouvrage tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention conformément aux prescriptions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 et de la circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996.

Afin de prévenir tout risque d'accidents, le personnel habilité du titulaire devra fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés du titulaire présents sur le site.

5.2- Responsabilités et Assurance

Le prestataire du contrat d'entretien assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans les limites de ses obligations contractuelles :

- à son personnel ou à des tiers
- à ses biens, à ceux du propriétaire ou à ceux de tiers

Le prestataire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers et au propriétaire à l'occasion des interventions.

Le prestataire doit produire, à toute demande du client, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie ainsi que la franchise si elle existe.

5.3- Plan de prévention

Un plan de prévention des risques professionnels sera établi avec l'Université de Lille et signé conjointement par le titulaire et l'Université, suite à une visite préalable sur le lieu d'exécution de la prestation.

5.4- Documents techniques

Le maître d'ouvrage mettra à la disposition du titulaire les plans ; schémas d'installation des appareils et notice d'instructions dont il dispose.

ARTICLE 6. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Dans le cadre de sa mission, le titulaire s'engage à informer l'Université de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations, objet du marché.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Université les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent à :

- Une prise de participation du titulaire au capital d'une entreprise tierce, lorsque cette entreprise est susceptible d'effectuer des actions comprises dans l'objet du présent contrat ;
- Une prise de participation d'une entreprise tierce au capital du titulaire lorsque cette entreprise est susceptible d'effectuer des actions comprises dans l'objet du présent contrat ;
- L'impartialité et à l'indépendance du titulaire vis-à-vis des bénéficiaires ou de toute entreprise susceptible d'effectuer des travaux ou l'entretien des bâtiments, installations ou équipement objet des prestations du présent marché ;
- L'exercice par le titulaire de toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise d'un ouvrage ;
- Une perte d'agrément, de certification ou d'autorisation nécessaire à l'exécution de tout ou partie des prestations objet du marché.

De manière générale, le titulaire s'engage à informer l'Université de toute modification de sa situation susceptible d'avoir un impact sur l'exécution des prestations prévues au présent marché et notamment d'en compromettre la validité.

Par ailleurs, le titulaire produit, tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail. En cas d'inexactitude ou de non production des documents et renseignements, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

6.1- Connaissance des lieux et des installations

Une fois l'inventaire de départ produit par l'Université et validé par le titulaire lors de la visite initiale (visite obligatoire au cours de la consultation), celui-ci ne pourra pas arguer d'erreur(s) ou d'omission(s) ni de l'état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre du présent contrat.

6.1.1 Adjonction de sites / remplacement

Les conditions de prise en charge des nouvelles installations pour les prestations de maintenance seront réglées conformément aux conditions tarifaires fixées au bordereau des prix unitaires.

6.1.2 Retrait de sites, de bâtiments ou d'équipements

Le responsable du campus notifiera également au titulaire, tout retrait d'équipement par rapport à l'inventaire de départ.

Dans le cas exceptionnel de fermeture de site ou de déménagement, le titulaire est dégagé de ses obligations vis à vis de ce site.

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les sites en état normal d'entretien et de fonctionnement, notamment en ayant réalisé les actions de contrôles périodiques pour l'année calendaire en cours.

ARTICLE 7. PRIX- REGLEMENT DES COMPTES

7.1- Nature et contenu des prix

Le candidat s'attache à présenter dans son offre tous les éléments permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier la nature et l'étendue de ce qui est proposé.

Par ailleurs, concernant l'ensemble des prestations et travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des travaux et prestations, main d'œuvre, déplacements, matériaux et produits utilisés, élimination des déchets, moyens d'accès et équipements de sécurité, frais généraux, charges annexes au chantier ainsi que les marges pour risque et bénéfices. Par dérogation à l'article 10.1.4 du CCAG-FCS, il est précisé que les prix comprennent la participation aux différentes réunions, les documents et livrables exigés et tous les frais y afférents. Les prix du marché sont hors T.V.A.

Les prestations ponctuelles sur bon de commande sont réglées sur présentation de facture, établie après exécution, selon les modalités définies à l'article 6.4 du présent CCAP. L'établissement de bons de commande ne fait l'objet ni d'un montant mini, ni d'un montant maxi annuel dans le respect du montant maximum de l'accord-cadre.

En cas de vol ou de perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrages, les frais résultant des remplacements et mises en état incombent à l'entrepreneur sans indemnisation de la part du maître d'ouvrage ou prolongation de délais.

7.2- Variation des prix

Tous les prix sont établis en euro.

7.2.1- Variation des prix de l'accord-cadre

*** 7.2.1.1 Concernant les prix du BPU de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande**

Les prix du BPU sont fermes, non révisables, non actualisables de la notification de l'AC au 31/12/2026 inclus. Le BPU sera révisable à partir du 1^{er} janvier 2027, puis annuellement au 1^{er} janvier de chaque année civile.

Les prix du BPU sont révisables en application des éléments suivants :

- **Mois d'établissement des prix du marché :**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

- **Modalités de révision :**

Les demandes de révision de prix sont établies à l'initiative du Titulaire chaque année concernée, pour prise d'effet à compter du 1^{er} janvier. Elles sont adressées impérativement avant le 10 décembre de l'année N-1 concernée à la Direction de la commande publique / Service ETM par email à l'adresse dcp-etm@univ-lille.fr qui les fait vérifier et diffuser aux établissements. En aucun cas, elles ne sont adressées aux établissements, ni même directement appliquée sur les factures. Les demandes de révision de prix font apparaître les calculs opérés et proposent les nouveaux BP ainsi révisé au format Excel. Si le Titulaire ne respecte pas ces modalités, il s'expose à une non révision tarifaire pour la période concernée. Les prix de l'année précédente seront alors applicables.

Les prix du BPU sont révisés, par application de la formule suivante :

$$P_n = 0,5 \times (G24A_n / G24A_0) + 0,5 \times (FSD1_n / FSD1_0)$$

dans laquelle :

- P_n est le prix révisé à appliquer pour la période annuelle N
- $G24A_0$ = valeur initiale au mois zéro de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Produits de la sidérurgie et de la première transformation de l'acier - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764323
- $FSD1_0$ = valeur initiale au mois zéro de l'indice « Frais et services divers – modèle de référence n°1 base juillet 2004 ».
- $G24A_n$ = dernière valeur disponible au moment de la révision (provisoire ou définitif) pour l'année n de l'indice $G24A$ -identifiant 010764323 à la date de révision
- $FSD1_n$ = dernière valeur disponible au moment de la révision (provisoire ou définitif) pour l'année n de l'indice $FSD1$ à la date de révision

Les index sont publiés par l'INSEE.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun des calculs, les arrondis seront traités de la manière suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut).
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

* **7.2.1.2 Concernant les prix du BPPU de l'AC donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents**

Le BPPU de l'AC sera révisé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions suivantes :

La révision des prix plafonds est établie par le pouvoir adjudicateur avant le lancement de chaque marché subséquent et sera soumis au titulaire pour accord avec les justificatifs de calculs opérés sous format Excel. Le titulaire devra répondre sous un délai de 2 jours ouvrés. A défaut, le BPPU révisé sera considéré étant accepté tacitement par le titulaire.

Les prix du BPPU sont révisés, par application de la formule suivante :

$$P_n = 0.3 \times (TP02_n / TP02_0) + 0.7 \times (G24A_n / G24A_0)$$

dans laquelle :

- P_n est le prix révisé à appliquer pour la période annuelle N

- $TP02_0$ = valeur initiale au mois zéro de l'index TP02 - index Travaux Publics - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - base 2010
- $G24A_0$ = valeur initiale au mois zéro de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Produits de la sidérurgie et de la première transformation de l'acier - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764323
- $TP02_n$ = dernière valeur disponible au moment de la révision (provisoire ou définitif) pour l'année n de l'index TP02 à la date de révision
- $G24A_n$ = dernière valeur disponible au moment de la révision (provisoire ou définitif) pour l'année n de l'indice G24A à la date de révision

Les index sont publiés par l'INSEE.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun des calculs, les arrondis seront traités de la manière suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut).
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

7.2.2- Variation des prix d'un marché subséquent

Le prix d'un marché subséquent est forfaitaire dans les cas où il ne prend pas la forme d'un AC à BC.

Les prix figurant au bordereau de prix plafonds de l'accord-cadre, forment le référentiel des prix plafonds pour les marchés subséquents. Le titulaire ne peut en aucun cas proposer des prix supérieurs à ceux mentionnés dans le bordereau précité pour ceux qui existent.

Les prix sont fermes et définitifs si l'ordre de service de démarrage intervient moins de 3 mois après la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre pour le marché subséquent considéré.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre pour remise de l'offre du marché subséquent concerné. Ce mois est appelé Mo.

- Modalités d'actualisation des prix :

L'actualisation est effectuée par application au prix considéré d'un coefficient donné par la formule :

$$C = 0.3 \times (TP02_{(m-3)} / TP02_0) + 0.7 \times (G24A_{(m-3)} / G24A_0)$$

dans laquelle :

- $TP02_0$ et $TP02_{(m-3)}$ sont les valeurs prises de l'index TP02 - index Travaux Publics - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - base 2010 - respectivement au mois "zéro" et au mois "m - 3" (« m » correspondant au mois de démarrage).
- $G24A_0$ et $G24A_{(m-3)}$ sont les valeurs prises par l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Produits de la sidérurgie et de la première transformation de l'acier - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764323 au mois "zéro" et au mois "m - 3" (« m » correspondant au mois de démarrage).

Lors de la mise en œuvre de la formule d'actualisation des prix, les calculs seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun des calculs, les arrondis seront traités de la manière suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut).
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

- Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

7.3- Clause butoir

Concernant le BPU, le total de chaque révision annuelle ne peut dépasser 4% du montant de l'année précédente. Dans l'hypothèse où le taux de révision serait négatif à la période précédente, les prix de l'année précédente seront maintenus.

La clause butoir ne s'applique pas aux marchés subséquents.

7.4- Règlement des comptes

7.4.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.7 du CCAG FCS.

L'accord-cadre fera l'objet de règlements partiels définitifs.

Chaque marché subséquent (ne prenant pas la forme d'un accord-cadre à bon de commande (AC à BC) et chaque bon de commande (d'un accord-cadre et d'un marché subséquent prenant forme AC à BC) donnera lieu à un règlement définitif par le paiement de l'ensemble des prestations concernées après décision d'admission (valant admission) prononcée sans réserves.

La demande de paiement (facture) est établie par le titulaire, conformément aux stipulations du CCAG-FCS.

7.4.2- Contenu et règles d'envoi des factures

Outre les mentions prévues dans le CCAG-FCS, les demandes de paiement comprennent les indications suivantes :

- Le numéro de bon de commande (commençant par 45...);
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Les références du marché (numéro 2025ACF005, les références du marché subséquent, date de notification)
- La désignation des prestations effectuées ;
- Les prix HT et TTC des prestations ;
- Le taux et le montant de la TVA.

La transmission de factures se fait par l'utilisation du portail Chorus Pro. Le Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique précise en son article R.2392-3 que l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 130 029 754 00012 et TVA intracommunautaire : FR88 130 029 754, pas de code service).

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation : contact : facturier-ulille@univ-lille.fr

7.4.3- Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire

L'Université de Lille se libère des sommes dues au titre du présent marché selon les règles de la comptabilité publique sur le compte prévu dans le RIB remis par le titulaire.

Le délai maximum de paiement sera de 30 jours après réception de la facture, présentée après la validation des prestations demandées.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le titulaire a droit à des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le titulaire a droit, sans formalité, à une indemnité forfaitaire liée aux frais de recouvrement générés par le retard. Le montant de cette indemnité est fixé à 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnité complémentaire sur présentation de justificatifs.

7.5- Paiement des co-traitants et des sous-traitants

7.5.1- Désignation de sous-traitant(s) en cours d'exécution du marché

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial.

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles R2193-1 à R2193-4 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique :

- La nature des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct à chaque sous-traitant, les conditions de paiement et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- Les capacités professionnelles et financières de chaque sous-traitant.

Le titulaire doit joindre, en sus de l'avenant ou de l'acte spécial de sous-traitance, l'attestation sur l'honneur du sous-traitant comprenant les déclarations qu'il a lui-même remises lors du dépôt de son offre ainsi que les pièces suivantes :

- g) Relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- h) L'attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF de moins de 6 mois ;
- i) L'attestation fiscale en cours de validité ;
- j) Les attestations d'assurance en cours de validation ;

Par ailleurs, il devra établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément aux articles R 2193-1 à R2193-9 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire au maître de l'ouvrage, doivent être établies en euros.

L'acceptation d'un sous-traitant est effective :

- dès le renvoi contresigné par le Maître d'ouvrage de la déclaration de sous-traitance.
- passé un délai de 21 jours après la transmission complète du dossier de déclaration de sous-traitance par l'entrepreneur sans réponse du Maître d'Ouvrage.

7.5.2- Modalités de paiement direct par virements

La signature du/des demande(s) de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des co-traitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le contrat.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint à la demande de paiement une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans le prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la demande de paiement, signée par celui des co-traitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V. A.

Si le signataire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

7.5.3- Co-traitance

Conformément aux dispositions de l'article R 2142-24 du code de la commande publique, dans le cas de la constitution d'un groupement conjoint d'entreprises, le mandataire du groupement sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des offres et la date de signature du marché sauf dans les cas prévus par l'article R2142-26 du code de la commande publique.

7.5.4- Rémunération des co-traitants

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-FCS :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

ARTICLE 8. PENALITES

D'une manière générale, le titulaire garantit :

- la fiabilité, la sécurité et la continuité du service,
- les résultats minimaux,
- la pérennité des installations.

En cas de défaillance du titulaire, pour des prestations non conformes au présent marché et ne pouvant être assimilées à des cas de force majeure, les manquements constatés donnent lieu à l'application de réfaction, rejet ou de pénalités cumulables.

Tout manquement fait l'objet d'un constat par le maître d'ouvrage qui est notifié au titulaire par voie électronique ou par lettre avec accusé de réception.

Les pénalités s'imputent d'office sur les règlements, tel que prévu à l'article 7 « Prix-Règlement des comptes ».

Il est entendu que ces pénalités ne sont appliquées que lorsque le titulaire est reconnu responsable du défaut de prestation.

Il est précisé que les pénalités, quelles qu'elles soient, sont cumulables. Aucune exonération des pénalités ne sera appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont en hors taxes, forfaitaires et décrites aux articles 8.1 et 8.2 du présent CCAP.

L'indication d'un montant de pénalité dans le présent article prévaut sur toute indication contraire prévue dans d'autres clauses contractuelles y compris le présent CCAP de l'accord-cadre et celles des marchés subséquents.

D'autres pénalités pourront être ajoutées dans le marché subséquent.

8.1- Pénalités spécifiques au marché

Ces pénalités sont les suivantes :

Clauses communes aux prestations de maintenance et d'installation du mobilier urbain de défense	
Non-respect des consignes liées à la sécurité	200 euros par cas constaté
Absence lors d'une réunion, d'un rendez-vous de chantier, d'une réception ou d'une convocation	200 euros par absence
Maintenance	
Arrivée ou départ du technicien sans se signaler ou sans rapport verbal au Responsable ou son représentant.	50 euros par cas constaté
Départ du technicien sans que l'installation soit en service ou les mesures palliatives mises en place.	300 euros par cas constaté
Maintenance préventive : Non-respect de la périodicité ou du planning annuel	200 euros par semaine calendaire de retard
Bon d'intervention mal rempli, non signé du Responsable campus (ou son représentant) ou absent ou non envoyé par email dans les délais	50 euros par Bon
Rapport de visites mal rempli ou absent ou non envoyé par email dans les délais ou tout autre livrable attendu	200 euros par rapport ou par semaine calendaire de retard.
Maintenance corrective : intervention au-delà du délai	50 euros par heure ouvrée de retard.
Anomalie découverte dans le cadre d'un contrôle par un Bureau de contrôle et directement imputable au Titulaire	500 euros par cas constaté.
Prestations de fourniture et travaux de pose	
Défaut de réponse à la sollicitation dans le cadre d'un marché subséquent	500 euros par cas constaté
Défaut de remise des plans avant travaux	100 euros par jour calendaire de retard
Retard sur la date de livraison prestations de fourniture et de pose (étant précisé que l'admission est bipartite)	200 euros par jour calendaire de retard
En cas de manquement sur chantier, liste non exhaustive : <ul style="list-style-type: none"> - Stationnement ou stockage en dehors des zones autorisées - Salissure des voies d'accès ou de toute autre partie hors de l'emprise de chantier (notamment ruissellement d'eau chargée), des circulations ; Zone sale chantier terminé, déchets non évacués, ... - Tout comportement ou disposition pouvant causer un risque pour les usagers du site - Dépassement de la limite vitesse de circulation fixée à 10 km/h 	150 euros par constat
Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux : En cas de retard, ces opérations seront faites soit aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par ordre de service, soit une pénalité sera appliquée.	150 euros par jour calendaire de retard
Non levée de réserve dans le délai défini sur le PV d'admission	50 euros par jour de retard calendaire
Défaut de remise du dossier d'exécution, des plans de récolement des ouvrages, ...	50 euros par jour calendaire de retard

Aux fins de simplification, pour le calcul des pénalités,

- « jour ouvré » s'entend du lundi ou vendredi hors jour férié.
- « heures ouvrées » s'entend de 8h à 17h
- « semaine calendaire » s'entend semaine de date à date. Ainsi, pour un livrable attendu le mardi 4 avril, s'il est reçu le lundi 10 avril ou avant, il ne subit pas de pénalité ; s'il est reçu le mardi 11 avril, il subit la pénalité.

Nota : Il n'y aura pas lieu d'appliquer ces pénalités si la défaillance résulte de la force majeure, de la faute ou du fait du Client ou que le titulaire a obtenu prolongation du délai par écrit.

8.2 Autres pénalités

8.2.1 Pénalités pour travail dissimulé

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail définies dans le CCAG-FCS. L'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit modifie l'article L.8222-6 du Code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

Si dans le cadre du dispositif mentionné à l'article L.8222-6 du Code du travail, le cocontractant n'a pas apporté la preuve qu'il a mis fin après réception d'une mise en demeure, à la situation délictuelle, l'Université de Lille peut appliquer les pénalités contractuelles ou rompre le contrat, sans indemnité, à ses frais et risques. Une pénalité journalière de 100 € HT sera appliquée par jour de retard dans la production des documents dans le délai imparti fixé par l'Université de Lille.

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail relatives à la lutte contre le travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'Université de Lille applique une pénalité à hauteur de 10% du montant TTC du marché dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail. Dans le cas d'un marché à prix forfaitaire, la pénalité de 10% s'applique en fonction du montant du marché.

8.2.2 Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.9.1 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

8.2.3 Pénalités pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.9.2 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

8.3- Application des pénalités

La pénalité sera déduite de la demande de règlement.

En cas de co-traitance et lorsque le paiement est effectué sur des comptes séparés, le montant des pénalités est réparti entre les co-traitants conformément aux indications figurant dans l'acte d'engagement.

En l'absence d'indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire.

8.4- Plafond des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total annuel des pénalités n'est pas plafonné.

8.5- Cumul de pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues même si leur montant ne dépasse pas 1 000€ HT.

ARTICLE 9. CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

9.1- Nantissement du marché

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R2191-63 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Conformément à l'article aux articles R 2191- 46 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur délivre, sans frais, au titulaire qui en fait la demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

9.2- Cautionnement

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

9.3- Retenue de garantie

Sans objet.

9.4- Avance

Pour les marchés subséquents, une avance est versée au titulaire, sauf indication de renonciation dans l'acte d'engagement de la part du titulaire, lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur à 50 000 € HT et quelque soit le délai d'exécution conformément à l'article R2191-4 du code de la commande publique.

De même, les bons de commande supérieurs à 50 000 € HT, une avance est versée au titulaire dans les mêmes conditions que les marchés subséquents.

Conformément à l'article R2191-8 dudit code, le montant de l'avance est fixé à 50% du montant du marché subséquent ou du bon de commande. Ce montant n'est pas soumis à variation des prix.

Lorsque la durée du marché subséquent ou du bon de commande est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 50% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché subséquent ou du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois.

S'agissant d'une avance supérieure à 30% et conformément à l'article R2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au titulaire et commence quand le montant des prestations exécutées atteint 30 % du montant toutes taxes comprises du marché subséquent ou bon de commande concerné. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

Dans les cas où une seule demande de paiement est présentée pour la totalité des prestations du marché subséquent/bon de commande, la totalité de l'avance sera récupérée sur cette seule et dernière facture.

Lorsque le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, le droit à l'avance s'apprécie par rapport au montant total du marché subséquent ou du bon de commande concerné et non par rapport au montant de la part des prestations devant être exécutées par chacun de ses membres.

Lorsque le marché subséquent ou le bon de commande est attribué à un groupement d'opérateurs économiques au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, l'acheteur verse la part de l'avance revenant à chacune des entreprises concernées.

À défaut d'une telle possibilité d'identification, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire commun qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Lorsqu'une garantie à première demande est exigée pour l'obtention de l'avance, l'article R 2191-39, relatif aux garanties prévoient deux cas de figure :

- lorsque le titulaire est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour la totalité de l'avance ;
- lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre fournit une garantie correspondant à l'avance qui lui est consentie. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire, il peut constituer la garantie à première demande pour la totalité de l'avance.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le titulaire veillera à remplir l'article B4 de l'acte d'engagement.

Les dispositions en cas d'avance d'un marché subséquent prenant la forme d'un accord-cadre à bons de commande seront définies dans ce dernier.

En cas de marché subséquent à tranches optionnelles, une avance est versée au titulaire pour chaque tranche affermie dans les conditions précitées. Les dispositions précitées au présent article s'appliqueront par tranche affermie dans les conditions précitées.

ARTICLE 10. CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'Université de Lille tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université de Lille ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université de Lille n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE 11. RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 inclus du CCAG-FCS, avec les précisions décrites dans les articles suivants 11.1 à 11.3.

11.1- Résiliation pour défaut de réponse à une consultation de marché subséquent

Le titulaire de l'accord-cadre étant tenu de déposer une offre à chaque consultation fondée sur cet accord-cadre, tout défaut de réponse non justifié dans les délais impartis à plus d'une consultation au titre des marchés subséquents pourra donner lieu à la résiliation de son contrat par courrier transmis par voie dématérialisée via la Plateforme des Achats de l'Etat.

11.2- Résiliation aux torts du titulaire

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2142-1 à R 2142-27 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles L. 8222-1, D. 8222-5 ou D.8222-7 du code du travail, le marché est résilié sans indemnités aux torts du titulaire.

Par ailleurs, la décision de résilier le marché peut être prise par le Président de l'Université de Lille lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de huit jours, suite à une défaillance dans la réalisation des prestations demandées ou s'il contrevenait aux obligations imposées par le présent marché. Le présent marché ne prévoit alors pas d'indemnité.

11.3- Résiliation unilatérale du fait de l'Université

Le Président de l'Université de Lille se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Les prestations sont alors payées au prorata des prestations commandées de façon contradictoire. Il incombe au titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, aucune indemnité de résiliation ne sera versée.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

Les dispositions de cet article s'appliquent aussi aux marchés subséquents. La résiliation du marché subséquent n'emporte pas celle de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre empêche l'émission de nouvelles commandes et la conclusion de nouveaux marchés subséquents. Toutefois, les commandes et marchés subséquents en cours se poursuivent jusqu'à leur fin prévue sauf dispositions contraires.

11.4- Exécution aux frais et risques

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;
- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 12. LITIGES ET DIFFERENDS

Conformément à l'article 46 du CCAG-FCS, l'Université de Lille et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas d'impossibilité entre les parties de régler un éventuel litige à l'amiable, ou grâce à une médiation externe, seul le Tribunal administratif de Lille sera compétent pour juger le litige.

ARTICLE 13. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est fait dérogation
Article 2	Article 4.1
Article 4.1.2	Article 3.2
Article 7.1	Article 10.1.4
Article 8	Article 14.1
Article 8.4	Article 14.1.2
Article 8.5	Article 14.1.3
Article 11.3	Article 42

Ale

Le titulaire
(Nom, prénom, qualité, signature +
cachet commercial)

Fait à Lille, en un exemplaire, le.....

Le Pouvoir Adjudicateur